

1965
2015

50
ANS D'

OPEX
OPERATIONS EXTERIEURES



Musée du Sous-Officier

du 20 novembre 2015
au 30 septembre 2016

Quartier Marchand
79404 Saint-Maixent-l'École
du mercredi au dimanche
de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures

Téléphone : 05.49.76.85.30

Fax : 05.49.76.85.36

Email : musee.ensoa@terre-net.defense.gouv.fr



Remerciements

Dans le cadre de son exposition intitulée « 1965-2015 : 50 ans d'Opérations Extérieures », le Musée du Sous-Officier de l'ENSOA à Saint-Maixent-l'École, tient à remercier tout particulièrement pour leur appui et leur contribution amicale, scientifique, historique et muséographique :

- l'UNC (Union Nationale des Combattants) à travers son président, le général Pierre Saint-Macary, pour la réalisation des panneaux de l'exposition.

Pour leur générosité et leur soutien :

- l'association « Les Amis du Musée, Le Chevron »,
- la Société Nationale des Membres de la Médaille Militaire,
- la Mutuelle Nationale Militaire,
- la FNASOR : Fédération Nationale des Associations des Sous-Officiers de Réserve,
- la GMPA : Groupement Militaire de Prévoyance des Armées,
- le Souvenir Français,
- l'UNSOR : Union Nationale des Sous-Officiers en Retraite,
- la Société Nationale des Membres de la Légion d'Honneur,
- la Société Nationale de l'Ordre National du Mérite,
- l'UNP : Union Nationale des Parachutistes,
- l'AGPM : Association Générale de Prévoyance Militaire,
- le général Yves de Guigné Délégué au Patrimoine de l'armée de Terre.

L'École nationale des sous-officiers d'active :

- le général Guy Rochet commandant l'école,
- le colonel Patrice Antonelli, colonel-adjoint et directeur du musée,
- le chef de bataillon Sébastien Euler, directeur de la communication,
- M. André-Klaus Brisson, chef de production multimédias à la communication.

L'équipe du Musée du Sous-Officier sous la direction du lieutenant-colonel Gérald Souprayen, conservateur du Musée et commissaire de l'exposition :

- l'adjudant-chef Jean-Yves Bertrand, adjoint au conservateur et commissaire de l'exposition,
- le caporal-chef Damien Bazin, secrétaire,
- M^{lle} Jessica Sencert, MM. Jean-Christophe Boetsch et Pierre Blanpain de Saint-Mars, stagiaires « CAJ » (Contrat-Armée-Jeunesse).

Crédit photographique : ECPAD, SIRPA Terre, Képi Blanc, ENSOA, divers régiments de France et collections privées.

Maquette et conception : M. Brisson A.-K. chef de production multimédias ENSOA/Com 55-2015

Copyright : tous droits de reproduction réservés à l'UNC et l'association «LES AMIS DU MUSEE -LE CHEVRON».

ISBN : 978-2-9538426-5-4

Imprimée sur les presses de l'imprimerie de la Base École Rochefort - EFSOAA en novembre 2015



L'UNION NATIONALE DES COMBATTANTS (UNC)
présente

LES OPÉRATIONS EXTERIEURES DEPUIS 1962

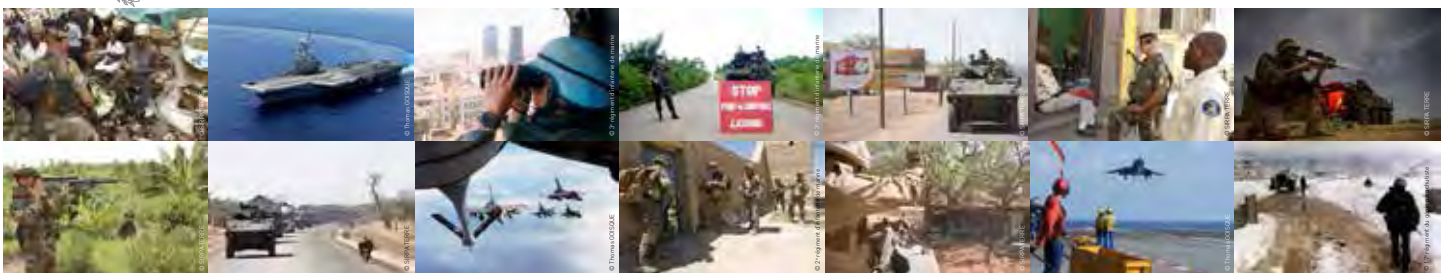
Depuis un demi-siècle, les armées françaises défendent à l'extérieur
des frontières de la France ses valeurs,
contribuant à sa sécurité et à son rayonnement.

Dans ces multiples opérations, plusieurs centaines de soldats, marins,
aviateurs et gendarmes, ont consenti au sacrifice suprême :

Ils sont « Morts pour la France ».

D'autres sont blessés pour le restant de leur vie.

Par cette exposition,
l'Union Nationale des Combattants
rend hommage à tous ces soldats.



Entre 1914 et 1918, la France s'engage dans un combat sans précédent qui coûte la vie à plus de 1,7 million de Français dont 1,4 million militaires. Près de 83 600 sous-officiers de l'armée de Terre tombent pour la Patrie, au champ d'honneur. À Saint-Maixent-l'École, 6 678 officiers, sous-officiers et hommes de troupe sont tués à l'ennemi dont 2 576 sous-officiers élèves-officiers formés à l'École Militaire d'Infanterie. Pour commémorer le souvenir du sacrifice de nos aînés et l'Armistice de 1918, la journée du 11 novembre est instituée par la loi du 24 octobre 1922 comme « Journée nationale de la commémoration de la Victoire et de la Paix ». Par la suite, la loi du 28 février 2012, élargit la portée à l'ensemble des soldats morts pour la France sur tous les théâtres de guerre et d'opérations.

En ce jour d'hommage et de recueillement national, nous avons une pensée pour ces soldats de France voués au service des armes, dangereusement vécue sur les voies de l'honneur, de l'épopée de l'Armée d'Afrique jusqu'aux guerres d'Indochine, de Corée, d'Algérie et en Opérations extérieures. Plus de 100 ans après que la France ait été le champ de bataille du monde, la filiation entre les générations au feu est célébrée chaque 11 novembre. Cette journée de la reconnaissance du monde combattant, de tous les sacrifices et de tous les engagements, honore nos soldats morts pour la France et de la défense de ses valeurs, leur engagement mérite toute notre reconnaissance et notre souvenir.

C'est la raison pour laquelle, cette exposition intitulée « 1965-2015 : 50 ans d'opérations extérieures » élaborée en partenariat avec l'UNC (Union Nationale des Combattants) représentée par son président national, le général Pierre Saint-Macary, présente des collections patrimoniales, emblématiques et inédites conservées par le Musée du Sous-Officier de l'École Nationale des Sous-Officiers.

En 50 ans, la France a pris part à plus de 125 OPEX (Liban, Kosovo, Ex-Yougoslavie, Somalie, Haïti, Cambodge, Zaïre, Afghanistan, Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso, Mauritanie, Afrique Centrale, Tchad, Irak, Libye). Rendons hommage à nos 650 frères d'armes d'origine interarmées, soldats de France, tués au combat, toute catégorie confondue. De plus, depuis 1993, la CABAT (Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre) a recensé un suivi de 10 500 militaires blessés dont 4 784 issus des OPEX.

Plus proche de nous, à l'ENSOA, au titre d'un parcours Traditions initiatique, chaque promotion d'élèves sous-officiers se voit attribuer le nom d'un parrain de promotion « sous-officier », lors de son baptême. Nos jeunes élèves sous-officiers peuvent dès lors, s'identifier à ces héros d'engagement citoyen et militaire, issus du corps des sous-officiers, bravant la mort, au sacrifice exemplaire au service de la France et de la République.

C'est le cas des six parrains de promotion suivants, morts pour la France, parmi les 308 parrains que comptent les promotions de l'ENSOA depuis 1963 :

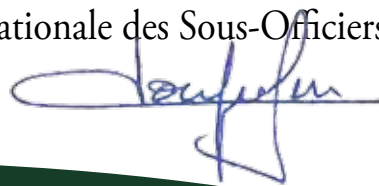
- *l'adjudant-chef Grécourt, tué le 14 janvier 1985 au Liban,*
- *l'adjudant Cartier et le Sergent-chef Sako, morts le 27 juin 1996 et 22 novembre 1995 en Ex-Yougoslavie,*
- *le sergent Nessus, tué au Tchad le 11 octobre 1970,*
- *l'adjudant Giraldo, tué le 4 janvier 1997, en République Centrafricaine,*
- *l'adjudant-chef Correia, mort dans la nuit du 24 au 25 juillet 2007 en Afghanistan.*

Tous sont issus de cette communauté de destins, professionnelle et d'engagement, unie autour de valeurs fondatrices : l'amour et le service de la France, le culte de la Mission, le sens du devoir et du sacrifice, la défense de la Paix et des libertés, la solidarité, le courage et la pugnacité face à l'épreuve et dans l'adversité. Aujourd'hui, plus encore, nos soldats de France se dévouent à la sécurité de nos concitoyens sur le territoire national et sur tous les théâtres d'OPEX. Citons, le général d'armée Pierre de Villiers, Chef d'état-major des armées, qui écrit : « depuis toujours, les soldats français font preuve d'un héroïsme discret et pudique, fondé sur une véritable aptitude au dépassement de soi, fait de générosité et de courage ».

Ainsi, héritier des poilus de 1914, la quatrième génération au feu soumise à la dure réalité de la mort, fait vivre au présent, les valeurs portées par ses aînés sur tous les fronts de guerre : la volonté de vaincre, la fraternité d'armes, le sens du devoir et du bien commun. Cette nouvelle génération représente environ 200 000 ressortissants (anciens appelés et soldats de métier). C'est la raison pour laquelle, solidaire des combattants des OPEX, la France a récemment reconnu la qualité d'anciens combattants à tous soldats de France ayant servi en OPEX au moins 4 mois. À ce jour, plus de 100 000 croix du combattant ont été décernées à ces soldats de France.

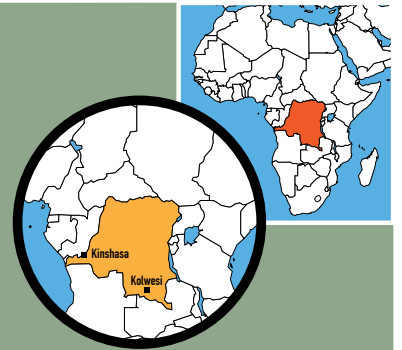
En développant la force du partenariat associatif patriotique, à Saint-Maixent-l'École, ensemble, nous créons une dynamique mémorielle puissante qui est en marche. C'est en ce sens, que le Musée du Sous-Officier, sentinelle permanente et fidèle, transmet les traditions, les symboles et les valeurs intemporelles, universelles et essentielles de la France qui fondent les forces morales de nos armées.

Lieutenant-Colonel Gérard Souprayan
Conservateur du Musée du Sous-Officier
à l'École Nationale des Sous-Officiers d'Active





CONGO Ex-ZAIRE



KOLWESI : Opération BONITE (mai 1978)

Situation générale

- Le 11 mai 1978, 4 000 rebelles katangais prennent possession de la ville de Kolwezi.
- Entre 90 et 280 Européens sont tués : nécessité pour la France de protéger ses ressortissants.
- Parachutage du 2^e régiment étranger de parachutistes (2^e REP).



Effectifs

Environ 700 militaires du 2^e REP renforcés par des équipes du 13^e régiment de dragons parachutistes (13^e RDP).



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 17 mai : les légionnaires sont transportés vers Kinshasa.
- 19 mai : largage de la première vague composée de 405 hommes.
- Violents combats de rue : un premier contingent d'européens retenus en otage est délivré.
- 20 mai : second largage de 250 légionnaires parachutistes.

Bilan

En deux jours, ville sous contrôle : 2 800 ressortissants étrangers libérés.

5 légionnaires parachutistes sont morts au combat et 20 autres ont été blessés.

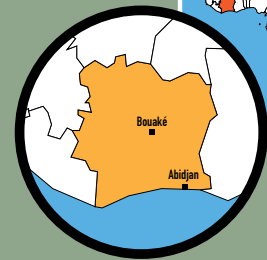
Commentaires

- Cette intervention figure parmi la plus célèbre des OPEX de la fin des années 70.
- Démonstration de l'efficacité d'opérations aéroportées menées par des troupes professionnelles.





CÔTE D'IVOIRE



Opération LICORNE (depuis septembre 2002)

Situation générale

- Septembre 2002 : des éléments rebelles venus du Nord de la Côte d'Ivoire tentent de prendre le pouvoir à Abidjan.
- La France envoie une Force pour séparer les belligérants et assurer la sécurité des ressortissants français et ceux de la communauté internationale. C'est l'opération LICORNE.



Effectifs

5 000 hommes au plus fort de la crise (novembre 2004), 2 400 (août 2007), 1 800 (mars 2008), 450 (fin 2011), 300 (début 2013).



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 1^{er} décembre 2002 : premiers affrontements meurtriers entre militaires français et rebelles.
- 24 janvier 2003 : accord entre toutes les forces politiques en présence.
- 6 novembre 2004 : l'aviation ivoirienne bombarde des positions françaises à Bouaké. 9 morts et 37 blessés. Les forces françaises ripostent et s'emparent de l'aéroport d'Abidjan. Environ 8 000 ressortissants français quittent le territoire ivoirien.
- 31 juillet 2008 : le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge le mandat de l'opération Licorne.



Bilan

Au 1^{er} mai 2014, 27 militaires tués au cours de cette opération et 470 blessés.



Commentaires

Les forces françaises en s'interposant, ont permis d'éviter une guerre civile et de nombreux massacres. Marque une nouvelle ère dans les interventions françaises en Afrique (durée, volume, intensité).





TCHAD



Opération LIMOUSIN (avril 1969-octobre 1972)

Situation générale

- 1960 : le Tchad accède à l'indépendance.
- 1966 : création du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) qui déclenche une insurrection.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 1968 : intervention française au Tibesti contre le FROLINAT dans le cadre des accords militaires entre les deux pays.
- 25 novembre 1968 : départ des troupes françaises.
- Printemps 1969 : nouveaux troubles. Retour des forces françaises. Combats violents et meurtriers.
- Août 1972 : départ des forces françaises.



Effectifs

Environ 2 500 hommes exclusivement professionnels dont la compagnie parachutiste d'infanterie de marine (CPIMA).

Opération TACAUD (mars 1978-mai 1980)

Situation générale

- 1973 : annexion de la bande d'Aouzou au Nord du Tchad par la Libye.
- Hissène Habré prend la tête d'une nouvelle guérilla.
- Attaques aériennes de la Libye.



Effectifs

Environ 2 000 soldats français.

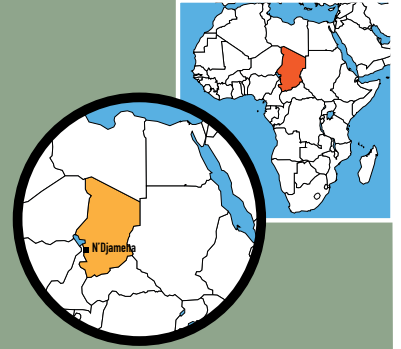
Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Printemps 1978 : intervention française. Combats intenses : sérieux revers infligés au FROLINAT.
- Mai 1980 : fin de l'opération.





TCHAD



Effectifs

MANTA : 3 000 hommes.

Force d'intervention la plus importante envoyée par la France Outre-Mer depuis la fin de la guerre d'Algérie.



Bilan

Au 1^{er} juin 2014, 158 militaires français ont été tués au cours des diverses opérations qui se sont succédées au Tchad.



Opération MANTA (août 1983-novembre 1984)

Situation générale

- Juin 1982 : nouvelle insurrection (partisans de Goukouni) soutenue par la Libye.
- 21 juin 1983 : offensive de Goukouni et d'unités libyennes vers N'Djamena.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 10 août 1983 : intervention française - Mission : arrêter l'invasion du Tchad.
- Avril 1984 : l'expansion territoriale de la Libye est contre - carrée. Le colonel Kadhafi accepte de négocier.
- Septembre 1984 : Le dispositif Manta est replié.



Opération ÉPERVIER (depuis février 1986)

Situation générale

- Début 1986 : nouvelle intervention des forces armées libyennes au Tchad. La France déclenche l'opération ÉPERVIER.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Février 1986 : opérations aériennes françaises contre l'aérodrome libyen d'Ouadi - Doum.
- Septembre 1987 : un avion libyen Tupolev Tu-22 est abattu au - dessus de N'Djamena par une batterie Hawk du 403^e régiment d'artillerie.
- De mars 2008 à mars 2010 : intervention des éléments français au Tchad au profit des contingents internationaux de la mission européenne EUFOR Tchad/RCA - mission de l'ONU - MINURCAT.



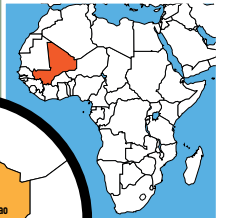
Commentaires

- Base de N'Djamena : pivot de la présence française en Afrique.
- Les interventions au Tchad dans les années 80 font percevoir la nécessité d'une professionnalisation.
- Épervier toujours en cours avec des formats différents en fonction de la situation politique du Tchad et des pays voisins.





MALI



Opération Serval (depuis janvier 2013)

Situation générale



- Janvier 2012 : rébellion armée des Touaregs et des djihadistes. Progressivement tout le Nord du Mali passe sous leur contrôle.
- 5 janvier 2013 : les djihadistes reprennent l'offensive vers le Sud en direction de Bamako, la capitale. L'armée malienne, en difficulté, est contrainte de se replier.

Effectifs

4 500 hommes, toutes armées confondues en janvier-février.

Un millier de soldats français maintenus sur place depuis la fin de l'année 2013.



Bilan

Au 1^{er} mai 2014, 9 militaires français tués et 22 autres blessés.

Du 11 janvier au 13 février 2013 : 970 sorties aériennes

170 frappes.

Destructions d'importants dépôts de munitions et neutralisation de centaines de djihadistes.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 11 janvier 2013 : les forces françaises sont engagées. Mission : stopper l'avancée des groupes djihadistes vers le Sud du Mali et assurer la sécurité des ressortissants français.
- 12 et 13 janvier 2013 : frappes aériennes contre les djihadistes.
- 27 janvier 2013 : reprise de Tombouctou et contrôle de Gao.
- Du 1^{er} au 7 février 2013 : sécurisation dans la région de Kidal.
- Du 18 février au 25 mars 2013 : prise de contrôle de l'Adrar des Ifogas.

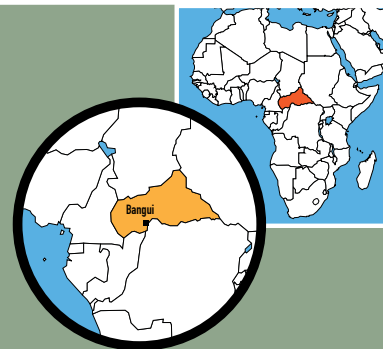


Commentaires

Véritable défi stratégique : 9 170 tonnes et 500 personnels acheminés par voie maritime. 18 500 tonnes par voie aérienne en 480 rotations. 17 millions de litres de carburant aéronautique et 3 millions de litres d'essence et de gasoil consommés.



CENTRAFRIQUE



© EFAO / France / G. Basso / D. Basso

Effectifs

1 400 hommes (EFAO).

Pour la première fois en Afrique, utilisation de véhicules de l'avant blindé (VAB).



© EFAO / France / G. Basso / D. Basso

Bilan

2 militaires français tués.

Une gradation dans l'emploi de la force et un comportement ferme mais adapté ont permis de limiter les effusions de sang.

Opération ALMANDIN (avril 1996-janvier 1997)

Situation générale

- 18 avril 1996 : mutinerie d'une centaine d'hommes des forces armées centrafricaines.
- Protection des points sensibles de Bangui assurés par les éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO).
- Les forces françaises agissent en tant que négociateurs : opération démontée le 8 mai.
- 18 mai : reprise de la mutinerie. Pillage de la capitale par les rebelles.



© EFAO / France / G. Basso / D. Basso



© EFAO / France / G. Basso / D. Basso

Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- 22 mai : intervention d'unités du 2^e régiment d'Infanterie de Marine (2^e RIMa).

- Reprise de la maison de la radio et évacuation de 3 500 ressortissants français et européens de Bangui.

- Accord d'évacuation des mutins.



- 15 novembre : reprise des troubles, nombreux otages.

Les forces françaises prennent le contrôle de la capitale, empêchant le pillage et les affrontements ethniques.

- Du 4 au 5 janvier 1997 : les forces françaises, avec des commandos et des hélicoptères de combat (2 pumas canon et 1 puma mitrailleuses) attaquent plusieurs quartiers de Bangui.



- Fin janvier 1997 : mise en place de la mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (MISAB).

Commentaires



- Intérêt de la présence d'éléments français pré-positionnés.

- Validation des plans de mise en oeuvre de l'évacuation des ressortissants.



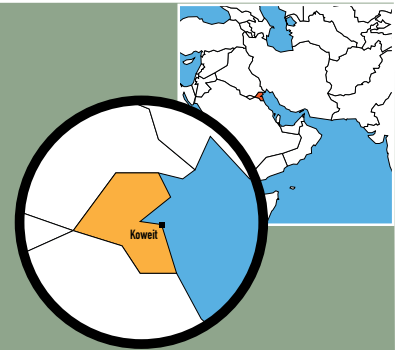
© EFAO / France / G. Basso / D. Basso



© EFAO / France / G. Basso / D. Basso



KOWEÏT



DAGUET (septembre 1990-juillet 1991)

Situation générale

- 2 août 1990 : invasion du Koweït par l'Irak. La France décide de participer à la coalition internationale.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Septembre 1990 : dans le cadre de l'opération Salamandre les forces françaises sont déployées pour assurer la protection des pays du golfe Persique.
- Les forces françaises montent en puissance jusqu'au début de l'offensive de février 1991.
- 24 février 1991 : « Tempête du désert » - La division DAGUET écrase en 48 heures la 45^e division d'infanterie de l'armée irakienne.



Effectifs

4 000 hommes en septembre 1990 et 14 708 le 24 février 1991.

2 500 matériels majeurs dont 132 hélicoptères.



Bilan

10 morts et 33 blessés.

Quatre jours d'offensive terrestre : 2 956 prisonniers de guerre irakiens et 6 à 7 000 autres en fuite.

Une grande quantité de matériels irakiens capturés ou détruits.



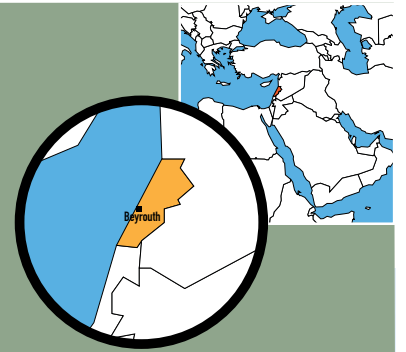
Commentaires

- 1^{er} conflit « classique » depuis la fin de la guerre froide.
- Accélère la « professionnalisation » des Armées.





LIBAN



Effectifs

Entre 200 (minimum) en 2005 à 2 800 (1983).

900 soldats français déployés aujourd'hui.



Bilan

90 tués (dont 58 parachutistes dans l'attentat du Drakkar) et 130 blessés au 1er juin 2014.

Depuis le 23 mars 1978 (FINUL) EPAULARD (août 1982-septembre 1982) DIODON (septembre 1982-mai 1984)

Situation générale

- L'invasion du sud-Liban par l'armée israélienne le 14 mars 1978 déstabilise le pays et provoque la guerre civile. L'escalade de la violence conduit à l'intervention de la communauté internationale.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Mars 1978 : mise en place d'une Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) dont un bataillon français.
- Juillet - septembre 1982 : opération «EPAULARD» pour encadrer l'évacuation de Beyrouth du leader palestinien Arafat et de ses troupes. Constitution de la Force Multinationale d'Interposition (FMI). Fin de l'opération à la mi-septembre 1982. Les Palestiniens évacués par les bâtiments de la Marine nationale.
- Mi-septembre 1982 : massacres de Sabra et Chatila - création d'une Force multinationale de sécurité à Beyrouth (FMSB) : c'est l'opération DIODON.

- 23 octobre 1983 : attentat du «Drakkar», départ de la force.
- Février 1984 : de nouveau un bataillon français déployé au Liban dans le cadre de la FINUL.
- Septembre 2006 : mise en place de la nouvelle FINUL, pour mettre un terme au conflit de l'été 2006 avec Israël.
- Fin 2013 : la France arme la Force Commander Reserve (FCR), en mesure d'intervenir très rapidement au profit de tous les contingents déployés sur l'ensemble de la zone d'action de la FINUL.



Commentaires

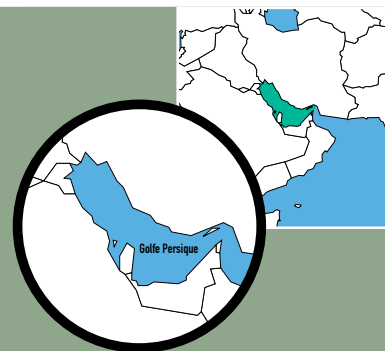


Les deux porte-avions de la Marine nationale engagés successivement et à plusieurs reprises au large du Liban.

Le porte-avions est ainsi consacré comme outil de puissance et signe de volonté.



GOLFE ARABO-PERSIQUE

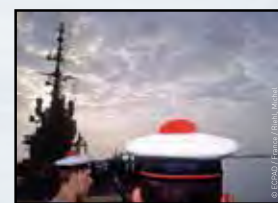


PROMETHEE (juillet 1987-septembre 1998)

ARTIMON (août 1990-mai 1991)

Situation générale

- Été 1987 : détérioration des relations entre l'Iran et la France. Menace iranienne sur le trafic commercial dans le Golfe Persique.



Effectifs

A la fin d'ARTIMON :

- 7 bâtiments de combat.
- 1 bâtiment de commandement et de ravitaillement.
- 1 bâtiment de soutien santé.
- 1 groupe anti-mines.
- 2 avions de patrouille maritime.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 29 juillet 1987 : opération PROMETHEE - Le groupe aéronaval articulé autour du porte-avions Clemenceau reçoit l'ordre d'appareiller pour la mer d'Oman.
- De août 1987 à octobre 1988 : la Marine nationale est en posture de frapper des sites militaires en Iran et participe activement à la protection du trafic commercial français.
- Août 1988 : cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak - Fin du déploiement du porte-avions mais la mission de la Marine continue.
- 2 août 1990 : l'Irak envahit le Koweït - Participation de la Marine nationale au contrôle des navires dans le cadre du blocus imposé à l'Irak par l'ONU. C'est l'opération ARTIMON.



Bilan

Aucune perte.

ARTIMON assure en particulier le transport de la division Daguet :

- 15 100 passagers.
- 145 000 tonnes de matériels.
- 51 100 mètres linéaires de véhicules.
- 7 600 containers.
- 108 rotations.

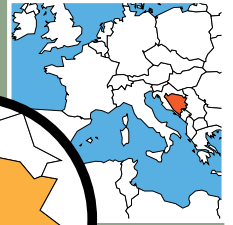
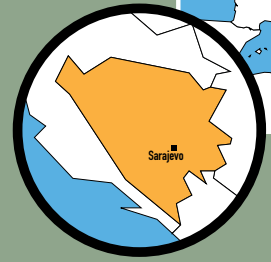
Commentaires



- PROMETHEE : mission de longue haleine qui a permis d'assurer, sans incident, la protection du trafic maritime.
- ARTIMON : première opération interalliée menée sous l'égide de l'Union européenne occidentale (UEO).



BOSNIE HERZEGOVINE



Effectifs

De 2 200 (1992) à 7 100 (1995).

Déploiement quasi continu du groupe aéronaval en mer Adriatique. L'armée de l'Air assure un pont aérien pour ravitailler Sarajevo.



Bilan

116 tués et 600 blessés.

Pendant le siège de Sarajevo, 200 tonnes et 20 atterrissages par jour.

FORPRONU (mars 1992-décembre 2004)

Situation générale

- 1980 : mort de Tito.
- 1989 : effondrement du communisme - réveil des nationalismes.
- 5 avril 1992 : la Bosnie déclare son indépendance.
- 6 avril 1992 : l'armée fédérale yougoslave attaque la Bosnie.
- Les Serbes de Bosnie déclarent leur indépendance sous le nom de République serbe de Bosnie et assiègent Sarajevo.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Mars 1992 : une force de protection des Nations Unies (FORPRONU), chargée de s'interposer entre les factions, est constituée : participation de la France.



- Missions : assurer la sécurité des axes logistiques - protéger les convois humanitaires - ouvrir et rétablir des itinéraires - garder les points de regroupements d'armes lourdes serbes.

- 27 mai 1995 : attaque surprise du poste de sécurité du pont de Verbanja par les serbes - contre-attaque des casques bleus français qui reprennent le pont.

- Juin 1995 : prise en otage de soldats français par les forces serbes.

- Représailles par des frappes aériennes de l'OTAN.

- Août 1995 : une force de réaction rapide franco-britannique est engagée au profit de la FORPRONU.



- Offensive des forces bosniaques et croates. Reprise du contrôle d'importants territoires tenus par les serbes.

- Octobre 1995 : cessez-le-feu.

- 14 décembre 1995 : accords de Dayton - La Bosnie-Herzégovine devient une confédération avec deux entités, la Fédération croato-bosniaque et la République serbe de Bosnie.

Mise en place de « l'implantation force » (IFOR), chargée d'imposer le respect des accords de Dayton par l'OTAN.

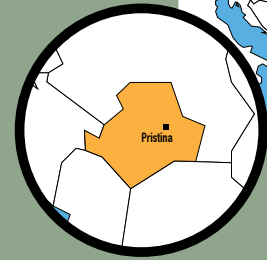
Commentaires

- Engagement massif d'appelés sous le statut « d'appelés volontaires d'actions extérieures » (AVAE) .
- Mythe du « soldat de la paix ».





KOSOVO



JOINT GUARDIAN (juin 1999-juin 2014)

Situation générale

- A l'issue de l'opération TRIDENT, le 9 juin 1999 : accord passé avec les serbes.
- Une force internationale de sécurité fournie par l'OTAN, (la KFOR) occupe militairement le Kosovo.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- Été 1999 : déploiement de 5 900 militaires français. Suite à des réorganisations successives, le dispositif est progressivement réduit.
- Décembre 2013 : 300 militaires français sont encore présents sur le territoire du Kosovo.
- 2014 : Retrait définitif



Effectifs

De 6 000 hommes (1999) à 300 hommes (début 2014) des trois armées et de la Gendarmerie.



Bilan

Aucune perte.



Commentaires

A permis à l'armée de Terre, en cours de professionnalisation, de s'aguerrir sur un théâtre d'opération et d'acquérir de nouveaux savoir-faire, notamment le contrôle de foule.





CAMBODGE

AUTORITÉ PROVISOIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE



Effectifs

1 475 hommes des trois armées et de la Gendarmerie dont 60% d'appelés volontaires.



Bilan

6 morts et 34 blessés.

Relève et destruction de plus de 30 000 mines et engins explosifs. 3000 démineurs khmers formés.

Démobilisation d'environ 1 200 combattants.

Reconstruction de 163 ponts et 154 km de routes.

Novembre 1991 / Décembre 1993

Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge

Situation générale

- 1975 : au Cambodge, inspirés et soutenus par la Chine, les Khmers rouges ont pris le pouvoir et mènent une politique de génocide faisant deux millions de morts et des centaines de milliers de réfugiés. Ils plongent le pays dans une misère sans précédent.
- 1979 : le Vietnam déclenche une offensive militaire, s'empare de la capitale Phnom Penh et installe un gouvernement qui lui est favorable. Une coalition d'opposants réunissant les Khmers rouges, les partisans du prince Sihanouk et des nationalistes s'oppose à ce régime soutenu par le Vietnam.
- Octobre 1991 : « accords de Paris » suite à une conférence internationale après 11 ans de guerre civile. Une force multinationale chargée d'assurer l'organisation d'élections générales est mise en place par l'ONU, c'est l'APRONUC.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises



- Juin 1992 : La France qui a accepté d'y participer et de fournir le commandement de cette force déploie un bataillon renforcé.

Commentaires

- Cette intervention facilite le retour à la paix et permet le déroulement normal du processus électoral.
- La France de nouveau présente en Extrême-Orient après son départ en 1955.





AFGHANISTAN



Effectifs

2001 à 2012 : 50 000 militaires français ont servi en Afghanistan.

2010 : 4 000 hommes des trois armées et de la Gendarmerie présents sur le théâtre Afghan.

Présence maritime dans l'océan Indien. Action d'unités de l'armée de l'Air, à partir de l'Afghanistan et de bases situées dans des pays limitrophes.



Bilan

Au 1^{er} juin 2014, 89 tués et 478 blessés.

HERAKLES-PAMIR-EPIDOTE (2001-en cours)

Situation générale

- Fin 2001, intervention des forces françaises dans le cadre de trois opérations internationales distinctes :
 - Héraklès sous commandement américain. Objectif : renverser le régime des talibans et contribuer à la sécurité du pays. Concerne surtout l'armée de l'Air et l'Aéronavale.
 - Pamir sous commandement de l'OTAN. Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF). Mission : protéger Kaboul.
 - Epidote. Mission former l'armée Afghane.



Chronologie de l'engagement des Forces Françaises

- 15 novembre 2001, arrivée des premières troupes françaises.
- 21 novembre 2001, la France décide d'envoyer le « Charles de Gaulle » dans l'océan Indien pour soutenir les opérations de l'OTAN en Afghanistan.
- Le 2 janvier 2002, les premiers soldats français de la Force internationale en Afghanistan arrivent au nord de Kaboul.
- 2008 : déploiement des forces françaises dans l'Est du pays sous commandement régional américain. Prise en compte de la sécurité de la province de Kapisa et du district de Surobi sous influence talibane.



- 2009 : l'essentiel des forces françaises est concentré en Kapisa et en Surobi (brigade La Fayette). Effort de formation - OMLT (Opérationnel Mentoring and Liaison Teams) - pour conseiller, instruire, entraîner les unités de l'armée nationale afghane (ANA).
- Juin 2011 : retrait progressif des militaires français présents en Afghanistan.
- 2014 : Fin de la mission de l'ISAF envisagée.

Commentaires

Lieu de la transformation réelle de l'armée française d'une armée d'appelés en armée véritablement professionnelle.





TABLEAU DES TERRITOIRES ET UNITÉS OUVRANT DROIT À LA CARTE DU COMBATTANT ET AU TITRE DE RECONNAISSANCE DE LA NATION



Croix du Combattant



Médaille de Reconnaissance de la Nation

Le Service juridique et social de l'Union Nationale des Combattants (UNC) se tient à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, notamment en ce qui concerne vos demandes de carte du combattant et/ou de titre de reconnaissance de la nation (TRN).

N'hésitez pas à nous contacter :

18, rue Vézelay
75008 PARIS
(Métro : Villiers)
Tél. 01 53 89 04 23
E-mail : uncdoc@unc.fr

www.unc.fr

Liste des opérations ouvrant droit au bénéfice de la carte du combattant au titre de l'article L. 253 ter du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (JORF du 29 novembre 2013).

États ou territoires concernés	Début de période	Fin de période
Algérie TRN Carte du Combattant (à titre) sur le 2 juillet 1962)	27/10/56 Avant et après le 2 juillet 1962	1 juillet 1964
Afghanistan	3 octobre 2001	2 octobre 2013
Bosnie-Herzégovine	1 ^{er} janvier 2002	31 décembre 2009
Cambodge	1 ^{er} novembre 1991	31 octobre 1994
Cameroon 1 ^{er} période 2 ^e période	17 décembre 1960 1 ^{er} juin 1957	31 décembre 1958 28 mars 1963
Congo	19 mars 1957	18 mars 2006
Côte d'Ivoire	19 septembre 2002	17 septembre 2011
Liban Golfe persique et Golfe d'Oman Opérations maritimes Opérations militaires	2 juin 2003 20 juillet 1967 20 juillet 1990	1 ^{er} juin 2011 29 juillet 2003 29 juillet 2003
Haïti	19 février 2004	18 février 2012
Irak	1 ^{er} Avril 1991 ou 20 juillet 1991	
Kenya, Somalie, Yémen, Sultanat d'Oman et République de Djibouti	08 décembre 2008	7 décembre 2013
Kenya, Somalie, Yémen, Sultanat d'Oman et République de Djibouti, République de Tanzanie, République du Mozambique et Madagascar	08 décembre 2010	7 décembre 2013
Kosovo Opération Trésor sur le territoire du Kosovo	10 juin 1999 1 ^{er} janvier 2012	9 juin 2009 31 décembre 2013
Liban République du Liban, Israël	22 mars 1978	22 mars 2007
République du Libéria	3 septembre 2006	31 août 2014
Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste	1 ^{er} mai 2011	30 août 2013
Madagascar	30 mars 1947	1 ^{er} octobre 1949
Mauritanie 1 ^{er} période 2 ^e période	1 ^{er} janvier 1957 1 ^{er} novembre 1977	31 décembre 1959 30 octobre 1980
Méditerranée orientale (Suez)	31 octobre 1956	31 décembre 1956
Ouganda	2 juin 2003	1 ^{er} juin 2011
République centrafricaine 1 ^{er} période 2 ^e période 3 ^e période Opération « Oasi » (MINURCAT)	20 septembre 1978 18 mai 1994 3 décembre 2002	14 septembre 1982 19 mai 1999 1 ^{er} décembre 2010
Mali et pays voisins (UNOP/Tchad/RCA sur le territoire du Tchad de la République centrafricaine et pays avoisinants)	25 septembre 2007 15 mars 2009	24 septembre 2008 14 mars 2011
République démocratique du Congo, Opérations Mamba et MONUC Opération MONUSCO	7 juin 2002 2 juin 2011	1 ^{er} juin 2011 1 ^{er} juin 2013
Rwanda Somalie et ses approches maritimes et aériennes « African Mission in Somalia »	15 juin 1994 23 septembre 2008	14 juin 1997 22 septembre 2016
Tchad et pays avoisinants Opération Épervier Opération MINURCAT 1 ^{er} période 2 ^e période (UNOP/Tchad/RCA)	15 mars 1964 1 ^{er} janvier 2010 20 septembre 2007 15 mars 2009	31 décembre 2013 31 décembre 2013 24 septembre 2008 14 mars 2013
Timor oriental	16 septembre 1999	14 septembre 2001
«-Tanganyika Opérations « Astrée » et « Proxima » Opération « Trident » Zaire (ex-Congo belge)	1 ^{er} janvier 1992 1 ^{er} janvier 1995 1 ^{er} janvier 2010 13 mai 1978	31 décembre 1994 31 décembre 2009 31 décembre 2013 12 mai 1985





**MUSÉE DU
SOUS-OFFICIER**

**CE MUSÉE
EST
LE VÔTRE !**

REJOIGNEZ-NOUS

ASSOCIATION LES AMIS DU MUSÉE-LE CHEVRON
ENSOA - BP 50045 - 79402 Saint-Maixent-l'École

Tél. : 05.49.76.85.38
Mail : chevron-musee@wanadoo.fr
www.museedusousofficier.fr

Création : ENSOA Com 49-2014 - Crédit photographique : ENSOA



« Les Amis du Musée - Le Chevron »

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 elle a pour but de :

- contribuer à la conservation, au développement, à la mise en valeur et au rayonnement du patrimoine historique, culturel et artistique du Musée du Sous-Officier. L'association ne possède en son nom propre aucune collection, aucune pièce de collection, et ne pratique aucun dépôt permanent. Toute acquisition est destinée à enrichir les collections et la propriété du Musée du Sous-Officier,
- concourir au rayonnement de l'ENSOA et à la notoriété du corps des sous-officiers dans l'opinion publique,
- maintenir et resserrer les liens de camaraderie et de fraternité d'armes entre ses membres.